

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction interdépartementale des RoutesEst

Nancy, le 24 MAI 2013

Direction

Note

à

Mesdames et Messieurs
les chefs de service de la DIR EST

Objet : Doctrine coordination SPS

La présente note a pour objectif de définir une doctrine pour les services d'exploitation et d'ingénierie de la DIR Est concernant la mise en œuvre des procédures relatives à la coordination sécurité, protection de la santé (SPS) lors de la réalisation des travaux d'investissement et les chantiers d'entretien (chaussées, OA, équipements et dépendances). Elle ne prend pas en compte le décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 applicable au premier juillet 2012, qui remplace le décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 concernant les réseaux. L'application à la DIR de ce décret a fait l'objet d'une note de service du 08 février 2013.

Principes généraux retenus pour la DIR

Aucun chantier ne peut être commencé sans qu'il y ait formalisation de la prise en compte de la sécurité et que n'aient été remplies les conditions réglementaires préalables au démarrage des travaux.

Aucun DCE ne peut être publié sans qu'aït été prise en compte la sécurité, soit par l'intégration d'un plan général de coordination (PGC) lorsque la réglementation le nécessite soit par tout autre document permettant de préciser les modalités liées à la sécurité.



Horaires d'ouverture : 8h30-12h00 / 13h30-17h00
Tél. : 33 (0) 3 83 50 96 00 – fax : 33 (0) 3 83 32 39 22
BP 82120 – 10 et 16 promenade des Canaux
54021 Nancy cedex

I - Les textes de références

Les textes de référence susceptibles de s'appliquer pour les chantiers organisés à la DIR sont :

- le décret n°92-158 du 20 février 1992 : il prescrit, selon les cas, l'élaboration d'un plan de prévention par l'entreprise utilisatrice; Ce décret est transcrit dans le code du travail (articles R 4511-1 à R 4514-6)
- l'arrêté du 19 mars 1993 complétant le décret de 1992 sur les travaux dangereux nécessitant obligatoirement un plan de prévention écrit ;
- L'arrêté du 26 avril 1996 qui ajoute le protocole de sécurité pour les opérations de chargement et déchargement. Cet arrêté est transcrit dans le code du travail (articles R 4515-1 à R 4515-11)
- le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 : il impose au maître d'ouvrage (MOA) une obligation de coordination SPS ; Ce décret est transcrit dans le code du travail (articles R4532-1 à R4532-98)
- l'arrêté du 25 février 2003 complétant le décret 1994 sur les travaux avec risques particuliers nécessitant un plan général de coordination simplifié.

A cela s'ajoute :

- la note de la Direction des Infrastructures de Transport du 12 octobre 2012, qui rappelle les consignes à mettre en oeuvre en matière de coordination,
- la prise en compte de l'avis de VERITAS coordonnateur SPS titulaire du marché de la DIR Est sur la doctrine existante.

Le choix d'appliquer l'une ou l'autre des réglementations relève de la responsabilité des maîtres d'ouvrages opérationnels en études et en travaux. Les critères prépondérants permettant d'orienter la décision sont l'existence ou non de co-activité ainsi que la nature de travaux (opération structurante ou chantiers d'entretien courant).

II - Le périmètre d'application

La présente note n'a pas vocation à être exhaustive et ne concerne que les travaux d'investissement et les chantiers d'entretien (chaussée, OA, équipements et dépendances...) organisés sur le réseau routier national et faisant appel au moins à une entreprise extérieure.

Sont donc exclus les travaux uniquement réalisés en régie par les services d'exploitation et sans interférence avec un chantier réalisé par une autre entreprise. La préparation de ces chantiers uniquement en régie fait l'objet d'une note séparée qui accompagnera la diffusion de la fiche de préparation de chantier .

Concernant les interventions ou travaux qui s'inscrivent dans l'enceinte des CEI ou autre bâtiment, ils doivent faire l'objet d'une analyse spécifique pour intégrer soit le décret de 92, soit celui de 94.

Cette note s'adresse aux agents de la DIR selon les différentes postures qu'ils peuvent avoir sur une opération :

- **maître d'ouvrage opérationnel** : il est le responsable de la sécurité de l'opération, avec un coordonnateur SPS, il lui donne les moyens d'exercer sa mission, suit et valide avec discernement ses prestations, lorsque le recours à la coordination SPS n'est pas nécessaire, il organise la prise en compte de la sécurité sur le chantier, en particulier avec son maître d'oeuvre,
- **maître d'oeuvre** : il travaille de concert avec le coordonnateur SPS, il lui donne les moyens d'exercer sa mission, suit la qualité et analyse avec discernement ses prestations pour le compte du maître d'ouvrage, lorsque le recours à la coordination SPS n'est pas nécessaire, il peut être amené à être le représentant de l'entreprise utilisatrice et à ce titre écrire des plans de prévention avec l'entreprise extérieure.



- **Exploitant du réseau** : cette note ne modifie pas l'organisation des procédures d'exploitation du réseau. l'exploitant pourra, dans le cas de recours à la coordination SPS, assister les maîtres d'ouvrage et d'oeuvre sur les points concernant l'exploitation du réseau. De plus sa qualité de gestionnaire futur justifie son implication pour l'examen des DIUO.
- **Entreprise de travaux** : lorsque la DIR effectue des travaux ou met en oeuvre un balisage, elle est à considérer comme une entreprise, avec un coordonnateur SPS, un PPSPS sera à produire, lorsque le recours à la coordination SPS n'est pas nécessaire, si la DIR intervient seule, l'organisation du chantier est faite selon les procédures internes, si la DIR intervient avec une autre entreprise, un plan de prévention sera à rédiger.

Cette note devra être mise en application par les chefs de projet en charge de la conception (études, rédaction des marchés) et de la réalisation des chantiers d'entretien du réseau routier (définition, préparation et mise en œuvre des travaux). Mais également par les agents de services intervenant dans la chaîne de production du chantier.

III - Analyse préalable

3-1 - Appréciation du cadre réglementaire

Les 2 notions essentielles à prendre en compte dans le choix des procédures à appliquer en matière de SPS sont la nature du chantier et le risque de co-activité qui en découle.

Concernant la nature du chantier :

1) Travaux neufs ou réfections structurantes nécessitant une phase d'étude

On se posera en priorité la question de la coordination SPS pour les travaux neufs ou réfections structurantes nécessitant une phase d'étude préalable et notamment :

- les travaux sous maîtrise d'œuvre SIR, Sesyr ou SOA ;
- les travaux de réhabilitation des chaussées et des ouvrages d'art (grosses réparations et réparations spécialisés) mis en œuvre par les divisions d'exploitation.
- Les travaux d'entretien des chaussées du programme préventif pour ses opérations les plus importantes, hormis les purges.

Ces chantiers font l'objet d'une phase d'étude¹ avec en général l'intervention de plusieurs entreprises² en phase réalisation ce qui implique une probabilité forte de coactivité (un sous-traitant est considéré comme une entreprise tout comme la DIR si elle participe au chantier). C'est pourquoi il est demandé de faire appel à un coordinateur SPS pour ce type d'opération.

Pour les opérations structurantes, le seul cas où l'on ne fait pas intervenir le coordonnateur SPS est celui d'une seule entreprise pour un chantier de moins de 300 000 € sans risque particulier ni intervention de la DIR.

2) Les travaux d'entretien courant ou de maintenance

Ces travaux concernent plus particulièrement les divisions d'exploitation. 4 cas peuvent se distinguer :

- a/ travaux avec risque d'interférence y compris avec des équipes d'entretien de la DIR :
 - Une seule entreprise avec interférence avec la DIR : plan de prévention rédigé par la DIR,
 - Au moins deux entreprises et interférence avec la DIR : coordination SPS, la DIR réalisant son PPSPS

1 ex pour les travaux d'entretien : carottage pour les chaussées, élaboration d'un DCE spécifique pour les OA
2 ex pour l'entretien des chaussées : entreprise d'enrobé, de signalisation horizontale et contrôle extérieur



b/ travaux dangereux au sens de l'arrêté de 1993 (inspection OA, entretien éclairage public, maintenance caméra, entretien bassins...) La DIR considère que les travaux à proximité de la circulation ouverte sont dangereux : plan de prévention écrit rédigé par la DIR ;

c/ travaux avec une seule entreprise sans risque d'interférence : la prise en compte de la sécurité est alors du ressort de l'entreprise qui est tenue d'élaborer une notice de sécurité.

d/ travaux avec plusieurs entreprises sans risque d'interférence avec la DIR, ni travaux dangereux : les entreprises doivent mettre en oeuvre entre elles un principe de coordination. Le maître d'ouvrage doit s'assurer que les dispositions ont été prises entre les entreprises pour la sécurité du chantier.

3-2 La question du balisage et de la co-activité - chantier fixe et mobile

Lorsque les travaux sont réalisés par une seule entreprise, la question de la co-activité (terme utilisé pour le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994) ou de l'interférence ne (terme utilisé pour le décret n°92-158 du 20 février 1992) ne se pose pas. Lorsqu'il y a au moins deux entreprises, la question doit être évoquée. Le cas du balisage, réalisée en régie par la DIR ou un prestataire extérieur pour la DIR est traité ci-dessous.

Pour les chantiers fixes et les chantiers mobiles³ la même démarche est adoptée :

Dans le cadre du balisage, les travaux organisés par la DIR sont réalisés dans le cadre d'un espace public ouvert à la circulation dans lequel sont appliquées les règles de police générale. Ils sont couverts par un arrêté permanent ou spécifique selon qu'il s'agisse de chantiers courants ou non.

En outre, le balisage est posé selon les règles de l'art en la matière à savoir, les règlements et les directives internes de la DIR, mais également le document unique d'évaluation des risques professionnels qui prend en compte la sécurité des agents.

Au sens du code du travail, le balisage constitue une mesure de protection collective qui participe à la chaîne de production. L'article R4532-66 3^{ème} alinea précise que les mesures de protection collectives doivent être décrites dans le PPSPS si l'on est dans un cas nécessitant de la coordination SPS. De plus, le contrôle, la réception et la maintenance des mesures de protection collectives doivent y être précisées.

Lorsque l'on est dans le cas de travaux d'entretien, les mesures de protection collectives doivent être décrites dans le plan de prévention, notamment pour le cas du balisage.

De fait, on considèrera que la pose de balisage entre dans le champs de la co-activité ou est générateur d'interférence et ce même si elle n'intervient pas de façon concomitante avec l'entreprise en charge de la réalisation des travaux, puisque les protections collectives, même si elles sont mises en place avant le chantier, retirées après le chantier, participent à la protection des agents effectuant les travaux.

Lorsque la DIR assure la protection d'une entreprise, on aura interférence si l'on est dans le cadre d'opérations d'entretien-maintenance ou co-activité si l'on est dans le cadre d'opérations structurantes. Il devra donc faire l'objet d'un plan de prévention ou, dans le second cas de recours à la coordination SPS, cadre dans lequel, la DIR devra fournir un PPSPS.

3 Ex : entretien de la signalisation horizontale



3-3 Synthèse globale

Voir logigramme joint

IV - Interventions des équipes de la DIR

Outre la prise en compte des activités de balisage explicitée dans un paragraphe précédant, les agents de la DIR peuvent intervenir sur les champs suivants :

a/ surveillance de chantier et missions de contrôle interne du maître d'œuvre (ramassage bons d'enrobé, vérification de la température...). Ces missions de maîtrise d'oeuvre n'entrent pas dans le champs de la co-activité. Les agents devront :

- participer, lors de la préparation de chantier à la mise au point des conditions de sécurité du chantier
- s'informer des consignes de sécurité auprès du responsable de l'entreprise à leur arrivée sur le chantier
- respecter les consignes de sécurité propres au chantier
- ne pas s'investir dans la chaîne de production
- se retirer de la zone d'évolution des ateliers après avoir acquitté leur mission



b/ les travaux d'entretien courant réalisés par une équipe de la DIR (réparation de glissières, nettoyage des abords...) intervenant dans la même zone de chantier qu'une entreprise devra faire l'objet d'un plan de prévention élaboré par la DIR ou d'une coordination SPS selon le cas pour gérer le risque de co-activité avec production par la DIR d'un PPSPS.

V - Prise en considération de la sécurité en phase d'étude

la sécurité des entreprises (réalisation de sondages, travaux topographiques) ou agents de la DIR (levés de terrain, balisage...) intervenant dans les phases d'études doit être assurée. L'appréciation des risques et la définition des mesures à prendre doivent être définies avant leur intervention sur le terrain.

Ces travaux émanent à la catégorie « entretien - maintenance », généralement ces travaux donneront lieu à un plan de prévention rédigé par la DIR ou une notice de sécurité rédigée par l'entreprise. Le coordonnateur SPS de phase étude pourra éventuellement être associé à titre d'expert pour assister la DIR.

VI - L'organisation de la coordination SPS

Les missions du coordonnateur SPS dépendent de l'importance de l'opération. Pour la DIR les seuils suivants sont applicables :

catégorie 1 : plus de 10 000 hommesXjours (par exemple 50 personnes pour 200 jours de travail) avec au moins 5 entreprises pour des travaux de génie civil ou un **chantier de plus de 10 000 000 € TTC**

catégorie 2 : opérations de 500 hommesXjours (10 personnes sur 50 jours) ou **chantier de 300 000 € TTC**

catégorie 3 avec travaux à risques particuliers (arrêté du 25 février 2003)

catégorie 3 : autres opérations

En règle générale, les travaux d'entretien de la DIR sont de catégorie 2 ou de catégorie 3 avec risques particuliers au sens de l'arrêté de 2003.

Un tableau de synthèse en annexe récapitule les missions du coordonnateur associées aux différentes catégories.

Le déroulement d'une mission SPS suivra la trame suivante :

Le maître d'oeuvre proposera au MOA opérationnel un projet de commande pour la mission SPS en déterminant soigneusement la catégorie de l'opération. Pour une opération de catégorie 2 :

Le coordonnateur SPS est désigné dès le début de la phase de conception.

Il est alors tenu d'ouvrir un registre journal (RJC), d'assister le maître d'oeuvre dans les études, de préparer le dossier d'intervention ultérieure sur ouvrage (DIUO) de dresser un PGC à joindre au DCE. Aucun DCE ne peut être publié sans que soit prise en compte la sécurité.

Un mois avant le démarrage des travaux, **le maître d'ouvrage transmettra la déclaration préalable rédigée par le coordonnateur SPS** à l'inspection du travail, la CARSAT et l'OPPBTP.



En phase travaux, le coordonnateur SPS doit mettre à jour le PGC qui sert de base à l'élaboration du PPSPS des entreprises et, le cas échéant, de celui de la DIR. Ce dernier doit être réalisé au moins un mois avant le démarrage des travaux. Il convient donc d'associer le coordonnateur SPS suffisamment en amont du chantier pour qu'il puisse transmettre le PGC dans les délais. Le maître d'oeuvre veillera à la bonne transmission des documents permettant une mise en œuvre correcte de la prévention.

La réunion zéro, organisée par le maître d'oeuvre, devra aborder les questions de sécurité notamment le repérage des réseaux et faire l'objet d'un compte-rendu.

Le coordonnateur SPS devra procéder à une inspection commune avec chaque entreprise, et le cas échéant, avec la DIR et dresser un compte-rendu. Le maître d'oeuvre devra veiller à leur réalisation effective. Le coordonnateur SPS instruira les PPSPS des entreprises et, le cas échéant, de celui de la DIR.

Durant tout le chantier, le coordonnateur SPS effectue des visites avec compte-rendu, tient à jour le RJ, met à jour le PGC.

A la fin du chantier, le coordonnateur SPS finalise le DIUO qu'il transmet au maître d'ouvrage. Le MOA opérationnel conserve le PGC 5 ans après réception de l'ouvrage et le DIUO sans limitation de temps. Le registre-journal est conservé 5 ans par le coordonnateur SPS.

Le maître d'oeuvre devra s'assurer que le coordonnateur SPS remplisse sa mission en conformité à ses obligations, notamment en ce qui concerne l'ouverture du registre journal, la constitution d'un DIUO, l'élaboration et la mise à jour d'un PGC et en rendra compte au maître d'ouvrage.

Point particulier du DIUO :

Le dossier d'intervention ultérieure sur ouvrage n'est pas adapté aux sections routières ou autoroutières, notamment en cas de travaux de « préventif » ou de DDPR. Sur toutes les sections linéaires en service, les politiques d'entretien et d'exploitation et le DUEvRP s'appliquent. Hors point particulier on ne commandera pas de DIUO dans les travaux de reprise de section courante.

Les points sur lesquels le DIUO est pertinent concerne les ouvrages ponctuels et présentant des risques :

- ouvrages d'arts (ponts et murs)
- PMV – caméras – stations de mesure
- tunnels
- bassins
- les points particuliers (par exemple talus raides nécessitant la mise en oeuvre de points d'ancrage)

Pour les projets routiers neufs, le DIUO est important, notamment en phase d'étude car il permet d'anticiper les modes d'exploitation en sécurité.

Lors d'une commande à un coordonnateur, il est indispensable de lui notifier les deux éléments suivants :

- Le DIUO concernant l'ouvrage objet des travaux (lorsqu'il existe)
- Le recensement des fiches d'activité du DUEvRP correspondant aux interventions que l'on pourrait être amené à effectuer sur le nouvel ouvrage⁴

4 À titre d'exemple pour un panneau à message variable, citer la fiche TEC16 maintenance d'équipements dynamiques



L'organisation des plans de prévention

La DIR (entreprise utilisatrice) ou le maître d'oeuvre devront dresser les plans de prévention en lien avec les entreprises intervenantes. L'intervenant le plus pertinent pour réaliser la plan de prévention est le maître d'oeuvre.

Ils devront organiser une visite préalable dont le compte-rendu signé des 2 partis (DIR et entreprise) pourra dans certains cas servir plan de prévention.

Les points suivants devront être abordés : coordonnées du responsable de chantier et de l'entreprise, date de la visite, localisation et nature de l'opération, évaluation des risques notamment liés à l'environnement (circulation, accès de chantier, réseaux...), installation de chantier, intervention des secours....

Les notices de sécurité

Une notice de sécurité sera établie par l'entreprise dans le cas suivant : travaux d'entretien et de maintenance, réalisés par une seule entreprise, sans interférence avec la DIR et sans travaux dangereux ni soumis aux risques liés à la circulation ouverte.

La réalisation des notices de sécurité est de la responsabilité des entreprises. Le rôle de la DIR est de fixer les exigences à atteindre et d'informer l'entreprise des points généraux et particuliers liés au chantier à réaliser. L'entreprise doit, dans sa notice répondre à ces exigences.

D'une manière générale, les règles de sécurité pourront être utilement rappelés aux titulaires des marchés gérés par les divisions d'exploitation lors de réunions bilan annuel (notamment les glissières et l'entretien des aires de repos).



Georges TEMPEZ

Liste des annexes

Annexe n°1 : Prestations SPS

Annexe n°2 : Application

Annexe n°3 : Liste des travaux dangereux nécessitant un plan de prévention écrit

Annexe n°4 : Abréviations et définitions



ANNEXE n°1

PRESTATIONS SPS

catégories de coordination application à la DIR Est :

catégorie 1 : plus de 10 000 hommesXjours (par exemple 50 personnes pour 200 jours de travail) avec au moins 5 entreprises pour des travaux de génie civil ou chantier de plus de 10 000 000 €

catégorie 2 : opérations de 500 hommesXjours (10 personnes sur 50 jours) ou chantier de 300 000 € TTC

catégorie 3 avec travaux à risques particuliers (arrêté du 25 février 2003)

1/ Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en oeuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 m
- à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement

2/ Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale

3/ Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable

4/ Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée

5/ Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées

6/ Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade

7/ Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-oeuvre

8/ travaux en plongée appareillée

9/ travaux en milieu hyperbare

10/ Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant des structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors d'oeuvre supérieur à 200 mètres cubes

11/ Travaux comportant l'usage d'explosifs

12/ Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds

13/ Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 tm, tels que grues mobiles ou grue à tour

La DIR Est rajoute à cette liste les travaux assujettis au risque lié à la circulation ouverte

catégorie 3¹ : autres opérations

Tableau récapitulatif

	Catégorie				qui	quand
	1	2	3 avec RP	3		
RJC	X	X	X	X	CSPS	Dès la phase de conception
PGC	X	X	X	N	CSPS	Avant la consultation des entreprises où à la découverte du risque particulier
DIUO	X	X	X	X	CSPS	Dès la phase conception. Le document final est établi à la fin des travaux
Déclaration préalable	X	X	N	N	Maître d'ouvrage	Un mois avant le début des travaux. La rédaction pourra être confiée au CSPS, la transmission est faite par le maître d'ouvrage
Inspections communes	X	X	X	X	CSPS	phase préparation de chantier
PPSPS	X	X	X	N	Entreprises	Avant le début des travaux ou à la découverte du risque particulier pour le niveau 3. L'entreprise doit disposer de 30 jours à compter de la réception du contrat pour établir son PPSPS
Règlement CISSCT	X	N	N	N	CSPS	Avant consultation des entreprises

1 La catégorie 3 ne sera pas utilisée dans le marché de coordination de la DIR, on considèrera toujours la possibilité de présence d'un risque particulier

ANNEXE n°2

APPLICATION

Première situation : **MARCHE SPECIFIQUE CORRESPONDANT A UNE OPERATION UNIQUE**

Phase études jusqu'à la production du DCE :

Il faut commencer par se poser la question de savoir dans quel cas on sera :

Deux cas :

1/ nécessité de coordination SPS les prestations du coordonnateur seront :

Si catégorie 1 : RJC + PGC + principes DIUO + règlement CISSCT + conseil et avis sur dossiers

Si catégorie 2 : RJC + PGC + principes DIUO + conseil et avis sur dossiers

Si catégorie 3 avec risque particulier : RJC + PGC + principes DIUO + conseil et avis sur dossiers

Si catégorie 3 : RJC + principes DIUO + conseil et avis sur dossiers notamment sur la prise en compte de la sécurité (pas de catégorie 3 lorsque la DIR est maître d'ouvrage – marché VERITAS)

2/ pas de nécessité de coordination SPS : La description de la prise en compte de la sécurité doit être décrite dans le CCTP. La notice sécurité du CCTP pourra être réalisée en régie ou être confiée à un expert (coordonnateur SPS).

Phase travaux :

Si catégorie 1 ou 2, le maître d'ouvrage opérationnel transmet la déclaration préalable, établie par le coordonnateur SPS, à l'inspection du travail, la CARSAT (anciennement CRAM) et l'OPPBTP. Le maître d'ouvrage opérationnel devra également effectuer la demande de renseignement selon les termes de l'arrêté de 1991, puis à partir du premier juillet 2012 selon les termes de l'arrêté d'octobre 2011.

Préparation de chantier :

1/ nécessité de coordination SPS : le coordonnateur effectue une inspection commune (qui doit comprendre le constat des réseaux) avec chaque entreprise puis analyse le PPSPS de l'entreprise. Le maître d'œuvre réalise en parallèle la réunion zéro où figure obligatoirement la question de la sécurité et des réseaux et en établit un compte-rendu. Si la DIR intervient en tant qu'entreprise (balisage, interventions sur le chantier) elle devra rédiger un PPSPS.

2/ pas de nécessité de coordination SPS : la visite préalable (qui doit comprendre le constat des réseaux) est réalisée par le maître d'œuvre en présence de l'entreprise. Cette réunion donne lieu à un compte-rendu, puis rédaction du PP par la DIR ou de la notice de sécurité par l'entreprise.

Exécution du chantier :

1/ nécessité de coordination SPS : le coordonnateur effectue des visites régulières sur le chantier, tient à jour le RJC et met à jour les différents documents dont il a la charge. La sécurité sera à l'ordre du jour de chacune des réunions de chantier.

2/ pas de nécessité de coordination SPS : le maître d'œuvre s'assure du respect des consignes de sécurité et aborde ce point lors de chaque réunion de chantier.

Fin du chantier :

si coordonnateur mise à jour du DIUO

Seconde situation : **MARCHE A BONS DE COMMANDES**

Phase études jusqu'à la production du DCE :

Il faut commencer par se poser la question de savoir dans quel cas on sera pour les différents bons de commande :

Trois cas :

1/ nécessité de coordination SPS les prestations du coordonnateur seront :

Si catégorie 1 : RJC + PGC + principes DIUO + règlement CISSCT + conseil et avis sur dossiers

Si catégorie 2 : RJC + PGC + principes DIUO + conseil et avis sur dossiers

Si catégorie 3 avec risque particulier : RJC + PGC + principes DIUO + conseil et avis sur dossiers

Si catégorie 3 : RJC + principes DIUO + conseil et avis sur dossiers notamment sur la prise en compte de la sécurité (pas de catégorie 3 lorsque la DIR est maître d'ouvrage – marché VERITAS)

2/ pas de nécessité de coordination SPS : La description de la prise en compte de la sécurité doit être décrite dans le CCTP. La notice sécurité du CCTP pourra être réalisée en régie ou être confiée à un expert (coordonnateur SPS).

3/ certaines commandes pourraient être dans le cas n°1 et d'autres dans le cas n°2

¹: On reprendra les dispositions du cas n°1 avec un coordonnateur qui aura également comme mission de présenter la description de la prise en compte de la sécurité pour les bons où la coordination n'est pas nécessaire.

Phase travaux, pour chaque bon de commande

Etablissement du bon de commande :

Cette phase est préparée par le maître d'ouvrage « travaux » assisté de son maître d'oeuvre. Elle commence par les études spécifiques au chantier objet du bon de commande et s'achève avec la production du bon de commande. Pour ce qui concerne la coordination SPS, les possibilités sont les suivantes :

Trois cas sont possibles :

1/ nécessité de coordination SPS : établir un bon de commande avec les prestations suivantes :

Si catégorie 1 : mise à jour du PGC pour le chantier + suivi RJC + DIUO + organisation et suivi CISSCT + conseil et avis sur dossiers

Si catégorie 2 : mise à jour du PGC pour le chantier + suivi RJC + DIUO + conseil et avis sur dossiers

Si catégorie 3 avec risque particulier : mise à jour du PGC pour le chantier + suivi RJC + DIUO + conseil et avis sur dossiers

Si catégorie 3 : suivi RJC + DIUO + conseil et avis sur dossiers notamment sur la prise en compte de la sécurité par les entreprises sur le chantier (pas de catégorie 3 lorsque la DIR est maître d'ouvrage – marché VERITAS)

1 Par exemple pour un marché à bons de commande de signalisation horizontale : l'entreprise peut intervenir dans le cadre d'un renouvellement de SH, avec uniquement la DIR en protection (plan de prévention) elle peut également intervenir dans le cadre d'un chantier de renouvellement de couche de roulement nécessitant de la coordination SPS

2/ pas de nécessité de coordination SPS : La description de la prise en compte de la sécurité pourra être réalisée en régie par le maître d'oeuvre.

3/ pas de nécessité de coordination SPS : La description de la prise en compte de la sécurité doit être décrite, elle pourra être confiée à un expert. Etablir un bon de commande au SPS pour une mission comprenant l'adaptation et le suivi des dispositions de sécurité liées aux travaux.

Etablir le bon de commande à l'entreprise de travaux en y incluant les éléments SPS.

Préparation de chantier :

Si catégorie 1 ou 2, le maître d'ouvrage opérationnel transmet la déclaration préalable, établie par le coordonnateur SPS, à l'inspection du travail, la CARSAT (anciennement CRAM) et l'OPPBTP. Le maître d'ouvrage opérationnel devra également effectuer la demande de renseignement selon les termes de l'arrêté de 1991, puis à partir du premier juillet 2012 selon les termes de l'arrêté d'octobre 2011.

1/ nécessité de coordination SPS : le coordonnateur effectue une inspection commune (qui doit comprendre le constat des réseaux) avec chaque entreprise puis analyse le PPSPS de l'entreprise. Le maître d'oeuvre réalise en parallèle la réunion zéro où figure obligatoirement la question de la sécurité et des réseaux et en établit un compte-rendu. Si la DIR intervient en tant qu'entreprise (balisage, interventions sur le chantier) elle devra rédiger un PPSPS.

2/ pas de nécessité de coordination SPS : la visite préalable (qui doit comprendre le constat des réseaux) est réalisée par le maître d'oeuvre en présence de l'entreprise. Cette réunion donne lieu à un compte-rendu, puis rédaction du PP par la DIR ou notice de sécurité par l'entreprise.

Exécution du chantier :

1/ nécessité de coordination SPS : le coordonnateur effectue des visites régulières sur le chantier, tient à jour le RJC et met à jour les différents documents dont il a la charge. La sécurité sera à l'ordre du jour de chacune des réunions de chantier.

2/ pas de nécessité de coordination SPS : le maître d'oeuvre s'assure (seul ou avec le concours d'un expert) du respect des consignes de sécurité et aborde ce point lors de chaque réunion de chantier.

Fin du chantier :

si coordonnateur mise à jour du DIUO

ANNEXE n°3

Arrêté du 19 mars 1993

Liste des travaux dangereux nécessitant un plan de prévention écrit

1. Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
2. Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens de l'article R. 4411-3 du code du travail.
3. Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.
4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
5. Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues à l'article R. R4721-11 du code du travail, ainsi que les équipements suivants :
 - véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;
 - machines à cylindre ;
 - machines présentant les risques définis aux deuxième et aux articles R4323-18, 4323-19 et 4323-20 du code du travail.
6. Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures.
7. Travaux de maintenance sur installations. à très haute ou très basse température.
8. Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transtockeurs.
9. Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
10. Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la T.B.T.
11. Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 4323-17 du code du travail.
12. Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 (modifié par le décret 2004
13. Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
14. Travaux exposant à des risques de noyade.
15. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
16. Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 (modifié)
17. Travaux de démolition.
18. Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.
19. Travaux en milieu hyperbare.
20. Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A selon la norme NF EN 60825 ;
21. Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un « permis de feu ».

La DIR rajoute les travaux assujettis au risque lié à la circulation ouverte à la liste des travaux dangereux

ANNEXE n°4

ABREVIATIONS ET DEFINITIONS

ABREVIATIONS

SPS : Sécurité et Protection de la Santé

CSPS : Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé

PGC : Plan Général de Coordination

DIUO : Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage

RJC : Registre Journal de Coordination

PPSPS : Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

CISSCT : Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail

PP : Plan de Prévention

MOA : Maître d'ouvrage

MOE : Maître d'Oeuvre

DCE : Dossier de Consultation des Entreprises

CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières

CARSAT : Caisse d'Assurance Retraite et Santé Au Travail (ex CRAM)

OPPBTP : Office Public de Prévention pour les Batiments et Travaux Publics

DESC : Dossier d'Exploitation Sous Chantier

DEFINITIONS

Coactivité : activité générée par au moins deux entreprises effectuant des travaux de génie civil ou de bâtiment dans le cadre d'un même chantier ou d'une même opération, pour concourir à un même objectif.

Opération : Ensemble de travaux réalisés par plusieurs entreprises en vue de concourir à un même objet. Elle suppose une suite ordonnée d'études et de travaux.

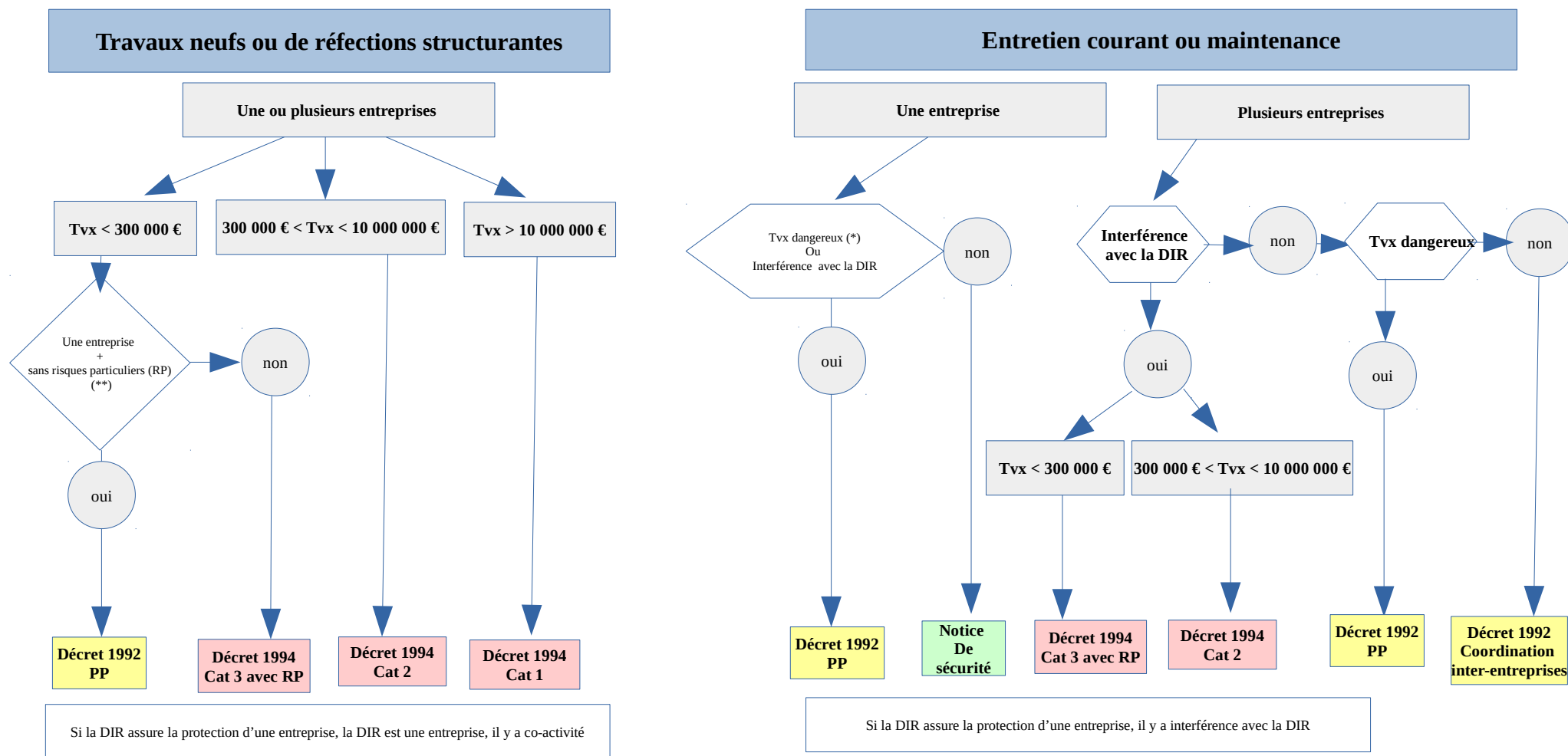
Opérations d'entretien courant et de maintenance :

- entretien de la signalisation
- entretien des aires de repos
- réparation de glissières (DDPR...)
- entretien des réseaux d'assainissement (curage, vidange...)
- élagage, bûcheronnage
- balayage
- étude avec intervention isolée (labo, géomètre...)
- remplacement de joints de chaussée
- entretien courant de chaussée (purges, pontage...)
- entretien des équipements dynamiques

Travaux neufs ou réfection structurante nécessitant une phase préalable d'étude :

- travaux neufs sous maîtrise d'oeuvre SIR – SESYR – SOA
- travaux de réhabilitation des chaussées ou des ouvrages d'arts
- travaux d'entretien des chaussées du programme préventif pour ses opérations les plus importantes

Application de la réglementation en matière de sécurité et protection de la santé (SPS)



(*) au sens de l'arrêté du 19 mars 1993 – auquel est ajouté le risque lié à la circulation ouverte

(**) au sens de l'arrêté du 25 février 2003 – auquel est ajouté le risque lié à la circulation ouverte

La note du 24 mai 2013 du DAE relative à la doctrine SPS de la DIR précise le texte de référence à utiliser (décret de 1992 ou 1994), en fonction de deux critères :

- La nature des travaux
- l'existence ou non de co-activité

Nature des travaux :

Travaux neufs ou réfections structurantes :	Travaux d'entretien courant ou de maintenance (DE en études et travaux ou les SIR-SOA-SESYR-SPR en études) :
Travaux sous MOE SIR, SéSyr ou SOA Travaux de réhabilitation des chaussées et des OA (grosses réparations et réparations spécialisées) mis en œuvre par les DE Travaux d'entretien des chaussées du programme préventif (hors purges) Marchés à bons de commande du SPR	Entretien de la signalisation (SV - SH) Entretien des aires de repos Entretien des réseaux d'assainissement (curage - vidange) Réparation des glissières Élagage bûcheronnage Entretien courant des chaussées (purges, pontages) Entretien des équipements dynamiques Intervention d'un laboratoire ou entreprise de reconnaissance sur le terrain lors des études